

SECTIONS CGT TRESOR ISERE

Trésorerie Générale de l'Isère - 8, rue de Belgrade - 38000 Grenoble
Tél: 0476857596 Télécopie: 0476857599 Mél: cgt.038@dgfip.finances.gouv.fr
Site Internet : www.tresor.cgt.fr/38/

Revue de presse : scandaleuses retraites !

Hypocrisie.

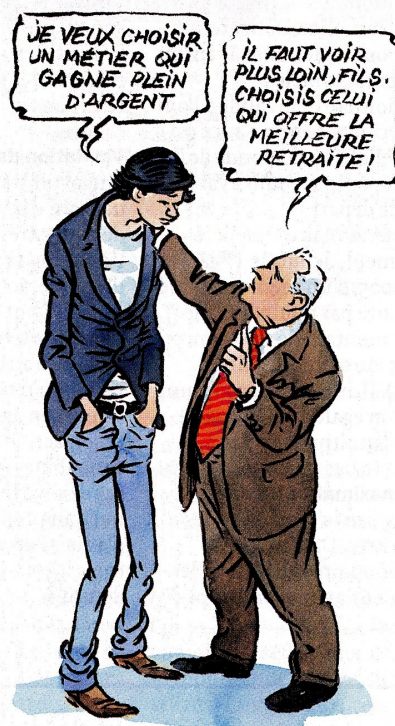
Heureux les retraités du Conseil économique et social...

PAR PATRICK BONAZZA

Envie de gonfler votre retraite ? Arrangez-vous pour vous faire nommer au Conseil économique, social et environnemental (Cese). 163 conseillers sont désignés par les syndicats ouvriers ou patronaux et 68 autres par le gouvernement. Avec un peu d'entregent, c'est jouable. Le job de conseiller est loin d'être à temps plein et la retraite qu'il procure s'ajoutera à celle que vous vaut votre activité. Selon l'association Sauvegarde retraites, connue pour traquer sans répit les abus, la retraite du Cese est calquée sur celle des parlementaires, qui compte parmi les plus généreuses. La plupart des dirigeants du paritarisme français siègent au Cese. « Ceux-là mêmes, fait remarquer de manière pernicieuse Sauvegarde retraites, qui sont appelés à gérer les organismes de Sécurité sociale et, tout spécialement, les régimes de retraite de droit commun. Pour leur part, ils sont affiliés à un régime spécial de retraite dont les prestations, très avanta-

geuses, sont garanties par l'Etat – donc le contribuable. »

Après un petit mandat de cinq ans, qui offre la possibilité de cotiser double (15,70 %) sur ses émoluments (3 750 euros par mois), un conseiller peut espérer, à partir de 60 ans, une retraite de 800 euros par mois. Cela paraît peu. Mais le rendement est exceptionnel. Pour 1 euro « placé »,



on en récupère 6,18 ! « Cela dépasse largement les meilleurs placements en Bourse », commente Sauvegarde retraites. Les avantages ne se limitent pas à cela. Les conditions de réversion (au profit du conjoint survivant) sont aussi sans équivalent.

Tout cela a bien sûr un coût. Comme le soulignait la Cour des comptes dans son dernier rapport annuel, il n'y a que 231 conseillers en activité tandis que le nombre de retraités ne cesse de croître (près de 1 000).

Bercy comble les trous. En fait, les cotisations individuelles sont largement fictives et le régime par répartition, dans le cas du Cese, n'est qu'un leurre. Quand il y a un trou dans la caisse, on envoie la facture à Bercy. Les retraites sont subventionnées à hauteur de 50 % aujourd'hui, taux qui devrait passer à 87 % en 2013. Le régime prend l'eau. En 2008, le versement des pensions a représenté plus d'un tiers du budget global du Cese. La Cour des comptes a calculé que cette dérive faisait peser sur l'Etat un risque budgétaire estimé à 218 millions d'euros. Conclusion très sévère de Sauvegarde retraites : « A défaut de proposer une réforme pour sauver la retraite des Français, les membres du Cese savent manœuvrer pour sauvegarder la leur, aux frais du contribuable. » ■

Les régimes qui se goinfrent

Députés

La retraite turbo

Avec un seul mandat de cinq ans, les députés perçoivent une pension de 1 550 euros par mois. Ce montant est supérieur à ce que touche, en moyenne, un salarié du privé qui a travaillé pendant quarante années.

Sénateurs

Un rendement inégalé

Après seulement six ans, un sénateur touche une pension de 1 932 euros par mois. Le rendement du régime spécial maison (7,40 euros de retraite pour 1 euro cotisé) est même supérieur à celui des membres du Cese.

Aiguilleurs du ciel

Vive la grève ! Avec une retraite de 4 500 euros, les ingénieurs du contrôle de la navigation aérienne crèvent tous les plafonds. En moins de vingt ans, la pension des aiguilleurs (24 heures de travail par semaine) a plus que doublé. De l'utilité des grèves...

Banque de France

Un régime en or Avantages familiaux étendus, abondement supplémentaire à l'épargne entreprise, une semaine de vacances supplémentaire après vingt-cinq ans d'activité, maintien des « bénévolences » (primes maison) dans le calcul de la retraite, prêt à taux zéro

pour les jeunes agents pour le rachat de trimestres... L'alignement en 2007 du régime de la Banque de France sur celui de la fonction publique s'est déroulé dans les meilleures conditions pour ses bénéficiaires. Bizarre pour une institution qui prêche toujours la rigueur... pour les autres.

ILLUSTRATION MARTIN VEYRON